

Le changement mentalisme

Si j'étais



Introduction générale

Deux millions trois cent quarante cinq mille kilomètre carré (2345000 km²), soixante millions d'habitants (60.000.000), la République Démocratique est un géant au cœur de l'Afrique. Cependant, à y regarder de près, la désillusion et à la dimension des espoirs qu'avaient suscité l'indépendance de ce pays. L'on reste nostalgique lorsque l'on écoute la célèbre chanson de feu Joseph KABASELE, « Indépendance Tcha Tcha », et l'on perçoit avec beaucoup de regret l'étendu de l'échec ; l'échec d'un Etat, l'échec d'une nation. Si le Congo devait s'arrêter là où il se trouve aujourd'hui, les sacrifices de Lumumba, MPOLO, OKITO, KIMBA et autres Kabila, n'auraient servi à rien.

En effet, tous les rêves étaient permis à ce pays immense comme quatre vingt fois la Belgique, aussi riche de par son sous sol, que l'Angola, le Congo Brazzaville, le Gabon et la Guinée Equatoriale réunis. Nos pères rêvaient d'un grand Congo, super

puissance au cœur de l'Afrique, un genre de Chine de l'Afrique. Il est vrai que le Congo inspire à la démesure, tant ses richesses sont variées et en grande quantité, présent dans le top 10 des réserves mondiales du diamant, du cuivre du cobalt et de l'or, puissance culturelle de l'Afrique, sa musique fait danser tout le continent. Joseph KABASELE, AFRIZA, TP OK JAZZ dans les années soixante dix, ZAIKO, PAPA WEMBA, KING KESTER EMENEYA, KOFFI OLOMIDE, dans les années quatre vingt, QUARTIER LATIN du même KOFFI OLOMIDE, WENGE MUSICA, dans les années quatre vingt dix et deux mille, et depuis peu, FELIX WAZEKWA, FALLY IPUPA, GOLA FERRE, DIDIER LACOSTE semblent être les héritiers de cette culture musicale congolaise moderne, qui unifie l'Afrique. Ses capacités agricoles et halieutiques sont également exceptionnelles.

Autant dire que la situation actuelle du Congo est un vrai paradoxe kafkaïen.

Mais tout n'est pas perdu car depuis la tenue des élections générales en 2006-2007 et 2011, les bases pour l'édification d'une nation riche et prospère sont établies. La démocratie, combat décennal de notre peuple a pris son envol.

Premier Président démocratiquement institué depuis l'indépendance, le chef de l'Etat Joseph Kabila est dorénavant confronté à une mission titanesque, proche des douze travaux d'hercule. Le Congo dans

son entièreté est à reconstruire. Après trente années de Mobutisme et dix ans de guerre, le bilan est alarmant : des institutions déliquescents, un espace géographique éclaté, un Etat affaibli par l'absence de consensus permanent entre les acteurs politiques, des infrastructures scolaires et sanitaires détruites, une économie exsangue. Pire, des conflits armés téléguidés par les pays limitrophes, ont fini de déstructurer le Congo qui se retrouve plongé dans le chaos et l'insécurité au point qu'on ne se tromperait pas si on le rangeait aujourd'hui dans la catégorie des failed States, ces Etats en faillite ou simplement déliquescents.

Le Président de la République doit pouvoir dans un délai de temps raisonnable, tant les problèmes se posent avec acuité,

- Réunifier une nation gangrenée par les clivages ethniques. N'oublions pas cette menace lancinante de la balkanisation du Congo, renforcée par l'émergence d'une fracture géographique entre l'Est et l'ouest du pays, avatars d'un processus électoral douloureux qui laisse la nation congolaise convalescente dans ses fondements ;

- Mettre fin à la guerre, car avec plus d'un million de déplacés, la situation humanitaire dans l'Est de notre pays est catastrophique. Ceci passe également par l'édification d'une armée à la dimension du grand Congo ;

- Relancer l'économie dans le but de répondre à

l'urgence sociale. Sur les 60 millions de Congolais, plus des trois quarts vivent sous le seuil de la pauvreté fixé à 1 dollar par jour. L'espérance de vie est globalement de 43 ans, la fonction publique première pourvoyeuse d'emplois offre des salaires inférieurs à 70 dollars, Mbudi* se faisant toujours attendre. Les Hôpitaux sont des authentiques mouiroirs, pendant qu'au moins 1000 personnes décèdent chaque jour des suites de maladies ou de malnutritions. Le niveau de scolarisation dans l'enseignement primaire ne dépasse guère le 50%, dans le même temps seulement 30% de ces enfants parviennent au secondaire. Sur l'ensemble du territoire, seulement 10% de la population a accès à l'eau potable tandis que moins de 5% bénéficie de l'électricité ;

- Maîtriser les dérapages économiques et structurer le secteur informel qui représente 80% de l'économie nationale ;

- Rendre effectifs les atouts de la RDC. Le barrage d'Inga pourrait alimenter l'ensemble du continent grâce à son immense potentiel hydroélectrique, mais en réalité, ce barrage situé dans l'ouest de notre pays le long du fleuve, tourne au ralenti faute d'entretien et d'une politique de gestion économiquement viable. Plus bas, le port de Matadi pourtant principale source d'entrée de l'OFIDA, elle-même principale ressource du budget de l'Etat, ne répond plus aux besoins du Congo en matière de fret maritime, à cause premièrement de la mauvaise gestion et du manque

d'équipement. Les concessions minières sont délibérément sous-évaluées, exonérations fiscales fantaisistes, exportations frauduleuses de minerais à grande échelle vers la Zambie ou la Tanzanie, la commission LUTUNDULA a évalué à 10 milliards de dollars les pertes que ce pandémonium qu'est devenu la RDC, occasionne à l'Etat ;

Mettre fin aux contrats léonins. Le scandale du bradage de la GECAMINES raisonne encore mal dans les consciences des congolais. Cette société minière nationale, a été pendant longtemps, le fleuron de l'économie Congolaise, dans les années 1970-1980, elle produisait 400.000 tonnes de cuivre par an et assurait 60% des recettes de l'Etat. Aujourd'hui elle peine à produire 17000 tonne l'an, et ce malgré ses multiples joint-ventures avec des sociétés étrangères. La MIBA, autre pilier de l'économie nationale, présente également un besoin profond de restructuration car sa production est passée de 18 millions de carats en 1960 à 6 millions aujourd'hui.

Face à tous ces enjeux, la relativement bonne tenue des élections n'a constitué qu'un pas vers la résolution de la crise de légitimité politique, mais à terme le vrai défi reste l'instauration d'un vrai modèle démocratique assis sur un véritable Etat, fort et rassurant pour l'ensemble du peuple.

Mû par la volonté citoyenne de contribuer au redécollage de notre pays, notre réflexion est un catalogue de pistes de solutions pour faciliter la

remise sur les rails du Congo. Dans une optique prospective nous présentons, ce que modestement nous ferriions, si nous étions à telle ou telle fonction. Tout d'abord dans le premier chapitre nous établissons les bases idéologiques qui sous-tendent nos convictions politiques et qui orientent de fait nos positions. Nous parlons donc à travers une prémisse de réflexion sur le Change mentalisme, idéologie que nous créons, de la vision que nous avons de l'Etat, de la nation, de la culture, des dirigeants, et des citoyens. Dans le second chapitre, Si j'étais Président de la République, nous présentons une vision change mentaliste du Congo à travers un projet de société simplifié, pour sa renaissance. Dans le troisième chapitre, si J'étais Ministre de la défense, nous menons une réflexion pour l'édification d'une armée nouvelle, change mentaliste, donc à l'image de ambitions que nous avons pour le Congo. Dans le Chapitre quatrième, si j'étais Gouverneur de la Banque Centrale, nous menons une réflexion sur les reformes qui nous paraissent essentielles à un fonctionnement plus efficace de la Banque Centrale. Enfin, le chapitre cinq, si j'étais ministre en charge de la reforme des entreprises publiques ou de la privatisation, est une réflexion sur la problématique, privatisation et performance, et sa relation avec la création d'une bourse des valeurs en RDC.

Loin d'être un simple exposé descriptif, notre propos va s'articuler tantôt dans la polémique

politicienne, tantôt dans l'analyse scientifique, car nous sommes d'avis qu'après cinquante quatre ans d'indépendance, notre pays mérite des dirigeants suffisamment habillés du savoir pour être à même de maîtriser aussi bien les aspects pratiques liés à la gestion quotidienne de l'Etat, que les considérations théoriques qui les engendrent, car sans théorie il n'y a pas de bonne pratique, tant il est vrai qu'avec des recettes l'on ne peut résoudre que des problèmes simples. Si j'étais : prémisse de réflexions sur le change mentalisme.

Chapitre 1

Prémises de réflexion sur le Change mentalisme

« Je pense donc je suis... »

René Descartes

Introduction

La renaissance du Congo et de son peuple est un vaste chantier dont il est certain qu'aucun groupe, aucun individu et même aucun parti ne peut prétendre, à lui tout seul, mené à son terme. Proposer des pistes dans ce sens, c'est en réalité apporter sa modeste contribution à une œuvre qui doit être perpétuelle, à un chantier sur lequel les ouvriers se relayent, sans jamais pouvoir définitivement livrer l'œuvre.

C'est l'objectif que poursuit cette réflexion. En effet comment permettre le redécollage d'un Etat et d'un peuple dont l'immensité et la grandeur n'ont

d'égal que le désarroi et la misère dans lesquels l'ont plongé plusieurs décennies de colonisation, relayées par un demi-siècle de gestion politique et économique des plus hasardeuses, Comment redonner de la fierté à des Congolais dont le pays est aujourd'hui synonyme de désordre, de chaos, de guerres civiles, de pillages et de pauvreté extrêmes ?

Il est évident que l'analyse, même sommaire, de la situation de la République Démocratique du Congo laisse apparaître des évidences. D'abord que les maux qui le minent appartiennent aujourd'hui à une sorte de patrimoine commun de l'Afrique au sud du Sahara ; ensuite que leur résolution passe nécessairement par un changement radical des pratiques, des mœurs et des mentalités tant au niveau de la gestion de l'appareil étatique, qu'au niveau de l'éducation de la population. C'est cette nécessité de changement que nous avons baptisé « Le change mentalisme ». Mais qu'est ce donc ce néologisme, certains diraient barbarisme ? S'agit-il d'une simple expression destinée uniquement à attirer l'attention du lecteur, sans véritable contenu différent par rapport aux expressions qui lui sont voisines et de qui il tire assurément son essence ? S'agit-il d'une espèce de mode qui pousse les hommes politiques à employer des formules vides de sens ? Ou s'agit-il d'un véritable concept, nouveau, dont il faut alors éclaircir les contours ?

En réalité, si la notion de « Change mentalisme » induit indiscutablement l'idée d'un changement, elle

s'en distingue non pas sémiotiquement, ni même ontologiquement, mais d'un point de vue objectif. Derrière l'idée de « Change mentalisme », se greffe en réalité, tout un programme et toute une action et même toute une philosophie. Si le changement est une nécessité pratique, le « Change mentalisme » est à la fois cette nécessité et l'état d'esprit des acteurs de ce changement. Autrement dit, alors que l'idée d'un changement peut être regardée comme ponctuelle (changement de gouvernement, changement des mentalités...), le Change mentalisme suppose à la fois une rupture avec le passé à l'origine de la situation désastreuse actuelle, mais aussi une recherche perpétuelle de l'évolution des comportements et une traque permanente des maux qui minent la société. Si la société congolaise pour sortir de l'ornière actuelle doit opérer un changement radical, ce changement doit l'habiter profondément pour qu'elle puisse se relever totalement. C'est ce que suppose le change mentalisme.

La notion ainsi explicitée, il reste maintenant à savoir comment l'idéologie qu'elle sous-tend entend œuvrer pour une nouvelle dynamique au Congo. Mais avant, il nous paraît nécessaire de fixer le cadre général de notre réflexion.

D'essence congolaise, l'idéologie « change mentaliste » qui est le socle de l'approche que nous avons des problèmes du Congo et des moyens de les résoudre n'en a pas moins une portée plus vaste, une

portée africaine. En effet, au-delà des différences réelles qui existent entre les peuples au niveau de leurs us et coutumes, par exemple entre les bushmen d'Afrique australe, les bantus d'Afrique centrale, les peuls d'Afrique occidentale ou les masais d'Afrique orientale, il est évident qu'il y a des similitudes importantes entre les pays dans lesquels vivent ses différents peuples. Ces similitudes sont le fruit d'une communauté d'histoire, d'un vécu contemporain qui offre aujourd'hui une base d'extension crédible de toute approche qui aurait réussi dans un des pays à tous les autres. Et cette nécessaire extension ne tient pas compte uniquement de l'aspect fonctionnel et politique de la gestion des Etats, mais va plus loin pour intégrer les aspects mêmes les plus intimes de la vie de la population et de chaque peuple. Cela se justifie par deux séries d'éléments qui semblent avoir frappé les peuples africains de manière presque identique, au point d'être le fondement des différents maux qui minent le Continent et ses Etats.

Il y a d'abord, la vassalisation comportementale, conséquence de l'histoire de ce continent, caractérisée par l'esclavage, la colonisation, et aujourd'hui le néocolonialisme dont la technique bien que sournoise n'en est pas moins pernicieuse. Se traduisant par une espèce de soumission et par une capitulation presque définitive face au combat de l'existence nationale, elle a eu pour l'Afrique, et de manière révélatrice pour le Congo, l'effet d'un frein à toute possibilité de développement. Car la prégnance de ce lien de

vassalité à permis la pérennisation d'une sorte de domination de l'occident sur l'Afrique. Or, l'histoire de l'humanité et des nations nous apprend qu'aucune nation soumise n'a pu prospérer pour ses propres intérêts au détriment de ses dominateurs. Comment alors imaginer que le Congo et l'Afrique d'une manière générale puissent échapper à cette vérité implacable ?

Il y a ensuite, et corrélativement à cela, un complexe culturel provoquant une sorte d'échec constaté de l'adaptation des nos réalités culturelles aux impératifs du monde moderne. Et sur point encore, la vérité historique paraît indépassable : à la base du développement de tout peuple, se trouve indiscutablement un fondement culturel fort. Cela a été démontré par la prospérité des empires coloniaux dont la pénétration dans les régions colonisées a été à la fois économique et culturelle. Cela l'a encore été avec l'hyper domination américaine fondée sur une assise culturelle et un fondement nationaliste puissant. Plus près de nous, La Chine et le Japon sont des exemples d'adaptation culturelle réussie, dans la mesure où, ces pays ont su concevoir une organisation sociétale qui tout en étant moderne, n'en reste pas moins le miroir objectif de leurs cultures respectives. La conséquence directe a été la domination dans les années 70-80 des milieux d'affaires par le Japon, et l'ensemble des pays développés se voyaient obligés par cette réalité

d'apprendre le japonais et même la culture japonaise pour être bien positionnés dans ce créneau. De nos jours, la Chine dégage la même fascination.

Au cœur de cette affirmation se trouve l'idée de la revalorisation scientifique impérieuse des langues congolaises et africaines, car la langue est le miroir le plus fidèle des cultures humaines. Mieux, nous pouvons extrapoler notre induction précédente et dire qu'aucune nation ne s'est développée avec une langue qui lui était étrangère. Les raisons de l'importance de la culture dans le processus de développement viennent du lien existant entre besoin, savoir et culture. Les besoins d'un peuple conditionnent sa recherche du savoir qui dans sa transmission générationnelle crée la culture. Autrement dit, si nos besoins sont limités, notre savoir l'est aussi, et notre culture se trouve appauvrie et incapable de résister ou même de s'adapter aux contraintes extérieures. C'est à notre avis ce qui est arrivé aux cultures africaines qui, faibles, ont été incapables de s'adapter au monde moderne. La conséquence de cette réalité est le délitement du lien entre besoin, savoir et culture justement. C'est précisément ce constat qui explique la situation de l'Afrique qui, malgré sa volonté apparente, semble condamnée à tourner en rond, dans un système dont la cohérence contraste fortement avec l'anarchie conceptuelle du vécu quotidien des africains.

Face à ce constat, le « *Change mentalisme* », *néologisme* idéologique et projet de civilisation, sous entend une révolution mentale dans la conception

que le congolais doit avoir de son appartenance à la nation congolaise ; Nous devons substituer à la passivité citoyenne l'activisme citoyen vu comme volonté permanente d'agir et de réagir pour le Congo. Ceci passe par un affranchissement mental non arrogant, mais conçu et préparé pour positionner le Congo et même L'Afrique au diapason de l'Universalité, dans sa dimension compétitive, consumériste et existentielle. Le défi étant d'arrimer nos nouveaux besoins à nos savoirs multiformes actuels et futurs afin de créer un modèle congolais d'existence moderne, reflet de notre être profond.

Autrement dit, l'idée d'un « *Change mentalisme* » comme socle de l'émergence d'un nouveau Congo et d'un nouveau peuple congolais ne peut prendre corps que si elle est intégrée à toutes les dimensions de la nation : l'Etat en tant qu'appareil institutionnel et administratif, la société en tant qu'ensemble de la population et la politique en tant que mode d'éducation et de création des sens.

C'est pourquoi, dans une perspective à la fois analytique et critique, et en tenant compte de la réalité contextuelle du Congo, il nous faut maintenant expliciter le lien entre le « *change mentalisme* » et ces différentes dimensions.

1. Le change mentalisme et l'Etat

L'observation de la situation actuelle du Congo

conduit nécessairement à la conclusion que tout redressement de l'Etat ne peut passer que par une redynamisation de ses composantes à la fois philosophiques et matérielles. En effet, dans tous ses éléments constitutifs, au sens donné en droit à cette notion, l'Etat congolais est atteint d'une espèce de léthargie et les fondements de son effectivité se trouvent aujourd'hui totalement contestés. Avec une souveraineté de toute part ébranlée, le Congo à vu petit à petit se déliter le lien national forgeant l'identité de tout Etat avec pour conséquence majeure, une gouvernance hasardeuse et aux résultats néfastes.

C'est dans ce chaos indescriptible que nous entendons proposer tout d'abord une redynamisation de tous ses éléments afin de renforcer à la fois l'intégrité de l'Etat, la fierté d'être congolais et la nécessité d'œuvrer pour une bonne gestion des ressources de l'Etat.

Le Congo ne peut avancer que par une réappropriation de sa souveraineté, par une reconstruction du lien national et par une nouvelle forme de gouvernance plus solidaire et plus responsable.

1.1. La Souveraineté

A ce niveau, *Le change mentalisme* suppose une conception inaliénable de la souveraineté. L'Etat est traditionnellement défini comme l'existence d'un territoire, d'une population, d'un pouvoir institué

ayant une capacité de commandement effective, et d'un type d'organisation et domination politique spécifique, dont les fondements se retrouvent dans la plupart des grandes civilisations humaines (Chine, Egypte, Grèce)¹. Au cœur du *change mentalisme* se trouve donc, la construction d'un Etat fort, dont la légitimité est indissociable des concepts d'autorité et de droit. Cet Etat Congolais moderne, devra selon la formule de MAX WEBER, disposer du monopole de la contrainte physique légitime dans son domaine territorial. Il devra l'assumer suivant des principes politiques démocratiques et des normes de procédures qu'aucune autorité n'est en droit de lui contester. Dans cette perspective le nouvel Etat congolais, refondée sur l'esprit *change mentaliste* sera la figure centrale de la politique, l'instance vers laquelle converge la loyauté des citoyens, l'expression institutionnelle de la solidarité nationale. Ce nouvel Etat *change mentaliste* aura une conscience agissante de sa responsabilité dans l'ordre politique, il défendra la paix civile et supervisera les modes de régulation économique sans interférer dans l'activité économique, sinon comme simple agent. Bien évidemment, la *change mentalisation* étatique suppose la responsabilisation de l'Etat quant à la gestion des relations avec les pays étrangers, avec pour vision l'instauration d'une nation puissante et pivot au cœur de l'Afrique.

¹ Pierre de Sernarclens, « Mondialisation, Souveraineté et théories des relations internationales », Armand Colin, 1998, p. 5.

Ainsi conçu, l'Etat Congolais aura les armes lui permettant d'assurer sa souveraineté. Le droit international public définit la souveraineté comme la prérogative de n'importe quel Etat d'instaurer ses propres dispositions constitutionnelles et de se doter d'un gouvernement agissant en accord avec ces dispositions fondamentales. Ce principe est inscrit dans la charte de l'organisation des Nations Unies (ONU) qui affirme, à son article 2, l'égalité souveraine des Etats. Ceci suppose que leur personnalité juridique, leur intégrité territoriale et leur indépendance politique doivent être respectées par les membres de la communauté internationale. Ce principe est certainement le principe qui a été le plus réaffirmé dans les résolutions de l'ONU et revêt ainsi une valeur inestimable pour tout Etat digne de ce nom.

Le *Change mentalisme* postule la primauté de la souveraineté dans le vécu de tout Etat car en réalité, sans elle l'Etat n'existe pas. A ce propos, Olivier Beaud affirme parlant de la souveraineté interne d'un Etat : « La souveraineté interne, qui signifie la domination à l'intérieur du territoire, présuppose la souveraineté internationale qui exclut le pouvoir dominant d'un Etat tiers, de même que la souveraineté internationale implique la souveraineté interne pour pouvoir être effective* ».

Pour la vision *change mentaliste* de l'Etat, le principe de la souveraineté étatique est intrinsèque à l'ordre politique contemporain et à l'existence

singulière de l'Etat. Cette vision exprime la nature de l'Etat qui, en d'autres termes, doit être à même d'assurer par l'exercice d'un pouvoir suprême, le maintien de la paix civile et de refléter l'autorité ordonnant les hiérarchies de commandement politique, arbitrant les conflits entre individus et structurant les rapports sociaux.

S'agissant du *Change mentalisme* souverainiste, nous pouvons en définitive dire que son enracinement s'impose dans le cas congolais, dans la mesure où précisément, à ce moment de son histoire, la viabilité ainsi que l'intégrité physique et géographique du territoire nationale sont constamment remises en cause par des groupes pas toujours claires dans leurs agissement. Tant que le Congo, à travers l'affirmation pratique et achevée de sa souveraineté, n'aura pas réussi à se présenter comme un Etat fort, tout effort de développement sera voué à l'échec.

1.2. Le Nationalisme change mentaliste

La doctrine de souveraineté telle qu'elle se présente dans la vision *change mentaliste* du Congo est inséparable du nationalisme, vu à cet égard comme l'expression d'une nouvelle citoyenneté, substituant à la citoyenneté passive, la citoyenneté active et l'exaltation de la solidarité nationale. Ce nationalisme confère à l'Etat une mission historique supérieure aux intérêts des individus qui en font partie. Cela suppose que tout citoyen doive être animé

par la volonté inaliénable d'agir et de réagir pour l'intérêt supérieur du Congo. Le Credo de ce nouveau nationalisme est « Congo d'abord ».

Fondamentalement, il ne s'agit pas d'une conception « exclusive » de la citoyenneté Congolaise mais au contraire de sa définition au mieux des intérêts de la RDC. Ainsi dit, le nationalisme *change mentaliste* congolais est une réalité qui dans son assimilation devra être éprouvée à l'aune du devenir de cet Etat en construction et dont le combat pour l'édification semble s'apparenter aux douze travaux d'Hercule.

1.3 La Gouvernance *change mentaliste*

L'Etat *change mentaliste* est un Etat dans lequel la gouvernance est assurée au mieux des intérêts nationaux. En effet, souverain et nationaliste, cet Etat, responsable de son destin ne peut être géré que dans le sens de l'intérêt collectif car sinon un des fondements de sa vocation *change mentaliste* serait mise en mal et l'objet du système serait dévié.

Le *change mentalisme* suppose une gouvernance qui véhicule l'idée que le gouvernement, bien qu'étant garant du pouvoir public et bien que détenant le monopole de la puissance légitime, n'exerce pas ces attributions de manière centralisée². Autrement dit, une meilleure mise en œuvre de sa mission par le

² Pierre de Sernarclens, « Mondialisation, Souveraineté et théories des relations internationales », Armand Colin, 1998, p. 199.

gouvernement doit s'accompagner du rejet d'une conception jacobine de l'Etat. A côté de lui doivent émerger d'autres instances contribuant au maintien de l'ordre et qui participent à la régulation économique et sociale. Ici est visée la nécessité d'une distribution du pouvoir entre les niveaux local, régional et national. Les mécanismes de gestion et de contrôle des affaires publiques impliqueront entre ses différents niveaux, un ensemble de relations clairement définies et juridiquement précisées, mettant à contribution à la fois les pouvoirs politiques, les entreprises, les groupes de pression privés et les mouvements sociaux. En somme, les fonctions de commandement et d'arbitrage politiques seront désormais assurées par un large éventail d'organisations gouvernementales et non gouvernementales, qui contribueront chacune en ce qui la concerne à une forme de régulation. Ce jeu d'interaction permettra la mobilisation de force d'impulsion où se mêleront l'action politique, de groupes de pression économique et d'intérêts bureaucratique très divers. Mais bien entendu, cette diversification des acteurs de la vie économique et politique du pays, qui ne doit pas être assimilée ici à une espèce de confusion des genres, doit être conduite sur la base de l'intérêt à agir de chaque groupe.

Renforçant l'action gouvernementale par la diversification des expériences et des expertises, elle cherche à mettre en place une gouvernance basée à la fois sur la culture du résultat, la compétence et la

participation de toutes les forces vives de la nation.

Dans le même temps, cet éclatement des centres de décisions doit permettre la promotion d'une véritable démocratie locale, appuyée sur une participation active de chaque citoyen à la fois à la désignation de ses représentants et à la mise en œuvre par ses derniers des politiques intéressant directement son vécu quotidien.

2. Le *change mentalisme* populaire ou la souveraineté du peuple

Le *change mentalisme* populaire a pour fondement la raison et la liberté de l'homme. La conséquence de cette réalité est que, les sujets s'engagent à ne pas résister à ceux qui les gouvernent, à moins qu'ils ne violent leurs droits naturels³. Le peuple a le devoir de se défaire des tyrans qui violent ses droits. Le consentement des gouvernés est conditionné, à la tyrannie du prince doit répondre la résistance du peuple. A contre courant de la tendance développementaliste, qui veut que, l'évolution des modes de production et d'échange capitaliste, les progrès scientifiques et techniques, favorisent d'importantes transformations dans les rapports sociaux et dans les conceptions de l'autorité, affaiblissant les enracinements communautaires fondés sur les coutumes, la tradition, et la religion, le *change*

³ Pierre de Sernarclens, « Mondialisation, Souveraineté et théories des relations internationales », Armand Colin, 1998, p. 9.

mentalisme populaire prônent le renforcement absolu des us et coutumes dans une perspective moderne et adaptées aux nouveaux besoins de la société congolaise.

Le nouveau congolais que nous exaltons est celui qui sera en permanence habité par la conscience d'avoir un devoir patriotique et actif pour le devenir de sa nation. C'est ici le lieu d'expression de la citoyenneté active, devant mettre chaque congolais dans son vécu quotidien en face de ses responsabilités.

Comme projet de civilisation, le *change mentalisme*, a vocation à créer la nouvelle « congolité » et plus largement la nouvelle africanité. Celle-ci reposerait sur un équilibre entre droits et devoirs citoyens. A des droits inaliénables au profit des citoyens, doivent en principe correspondre des devoirs incontournables vis-à-vis de la nation. Est congolais, celui qui le souhaite et dont les actes ou les aptitudes contribuent ou peuvent contribuer à la grandeur de la nation congolaise et à sa pérennisation. A côté de ceux qui sont congolais par le droit naturel, nous avons le souhait de voir le Congo devenir une terre d'accueils des compétences et des aptitudes qui seraient utiles à la réalisation du dessein originel de ce grand pays au Cœur de l'Afrique qu'est la RDC.

La première étape de cette rééducation mentale est à notre avis l'instauration d'un service national civil obligatoire, conditionnant notamment l'obtention d'un emploi dans le privé et le public ainsi que la poursuite des études universitaires.

3. Le change mentalisme culturel

La réflexion sur un *change mentalisme* culturel, nous paraît essentielle dans la mesure où nous sommes dans une période de crise de civilisation qui est le résultat d'une crise de culture. Une question récurrente dans les débats publics est souvent celle de savoir si l'Afrique a une culture propre et à quoi peut-elle servir. Sans trop vouloir nous mêler à ces débats qui parfois ressemblent davantage à de purs exercices de sophisme, tant on ne peut sérieusement affirmer qu'un peuple soit dépourvu de culture, nous voudrions ici mettre en lumière l'importance d'un changement nécessaire de la relation que l'on doit avoir avec elle. Mais avant, il nous faut encore sacrifier à quelques précisions sémantiques pour que l'on comprenne bien notre conception de la culture. Au fond, qu'est – cette – donc la culture ?

Compte tenu de la justesse de son propos et de la complétude de son approche, nous emprunteront à Marie-Claire GOUSSEAU sa définition de la culture. En effet, écrit-elle, « La culture est faite de savoir, somme des connaissances humaines, transmise par l'enseignement, assimilée par l'Education ; elle anime les communautés naturelles, en particulier les métiers par le canal des techniques ; elle suscite l'harmonie sociale, nécessite un véritable humanisme, ne vit qu'ordonnée aux notions d'Etre, de Vrai, de Bien, de Beau ; elle s'incarne dans les peuples, les nations, les

patries et y crée un art de vivre en société aux visages multiples qui forme cependant par son unité profonde le patrimoine universel qui est la civilisation »⁴

Le *change mentalisme* culturel est donc, à la lumière de cette définition, une vision universaliste de la culture, diverse cependant en ses incarnations dans le temps et dans l'espace, La culture est donc un patrimoine de tous les hommes, donc des peuples du monde, ce qui de facto place l'Afrique et le Congo comme contributeur d'une partie de la civilisation humaine.

Les historiens et particulièrement les théories d'un africain bien connu, Cheik ANTA DIOP, nous enseignent que le Noir est au centre des civilisations humaines. Ce rôle donne à l'Afrique une position de grandeur face l'histoire, et devrait l'aider à se positionner sans complexe pour la construction d'un modèle de développement qui lui ressemble. Le *Change mentalisme* culturel soutient fièrement l'idée d'une nouvelle civilisation africaine et congolaise tournée vers le progrès, car pendant toute la période égéenne, l'influence culturelle nègre a été prédominante à un moment où les Blancs étaient des plus frustes et il faudra attendre des millénaires pour que les INDO-EUROPÉENS puissent valablement profiter des leçons de l'Egypte nègre. La technique y avait atteint un degré élevé de perfection. Les corps de métiers y étaient variés, céramistes, orfèvres, tapissiers, etc. On y fabriquait des

⁴ M. C. Gousseaut « Qu'est-ce que la culture », Paris 1969).

tissus par des procédés qu'on retrouve aujourd'hui en Afrique Noire. C'est dans la Vallée du Nil que naquirent presque toutes les conceptions théogoniques purement africaines. Hermétiques et empreintes d'un profond mysticisme, c'est là qu'elles ont conservé leur pureté originelle, leur grandeur et leur poésie.

A travers le projet civilisation que constitue l'idéologie *change mentaliste*, nous voulons redonner au Congo et à l'Afrique leurs ambitions et leurs rêves de grandeur. Souvenons-nous que les empires du Ghana et du Mali ont été installés à une époque où l'Europe ne pouvait rien proposer de comparable.

Lorsque l'on regarde ce passé chargé de lumière l'on est forcé de s'interroger sur ce qui a pu provoquer un tel déclin, un tel recul de la culture africaine et de sa grandeur ? De prime à bord, nous pensons aux guerres, à l'éclatement de l'ordre social, la surpopulation, qui ont entraîné le long du Nil des exodes successifs vers l'intérieur du continent africain.

Ce changement d'espace a certainement eu pour conséquence de faire subir aux Africains, l'influence du milieu. Les luttes pour la vie ont cessé d'être nécessaires. Les prodigalités de la nature ont entraîné à long terme le manque d'effort, lui-même générateur des lenteurs ou des régressions de toute civilisation. La rupture avec la culture d'origine et, à la faveur de l'absence de besoin, la perte des éléments essentiels ont imposé une orientation culturelle particulière plus conforme au milieu. A coté de ses raisons lointaines qui pourraient trouver leurs